

Impôts : ce que les candidats nous préparent

La pression fiscale s'est accrue sous les deux derniers quinquennats. La présidentielle y changera-t-elle quelque chose ? C'est le thème de notre premier dossier sur les grands enjeux de l'élection.

Présidentielle 2017

Entretien



François Écalé, ancien magistrat à la Cour des comptes, créateur du site Fipeco.

Comment évoluent impôts, taxes et cotisations sociales ?

Les prélèvements obligatoires sont repartis à la hausse en 2009, sous la présidence Sarkozy. Élu en 2012, François Hollande a, lui aussi, fortement accru la pression fiscale : augmentation de la TVA, de l'impôt sur le revenu... Depuis 2014, les prélèvements se stabilisent. Les hausses (taxe carburant, impôts locaux) sont équilibrées par les baisses d'impôt sur le revenu pour les plus modestes et le Crédit impôt compétitivité pour les entreprises.

Et comparé aux autres pays ?

La France a le taux de prélèvements le plus élevé des pays industrialisés,

à l'exception du Danemark. La différence ne vient pas des impôts et taxes, payées par les ménages et les entreprises : elles sont plutôt moins importantes que dans les autres pays. Le haut niveau de prélèvements vient essentiellement des cotisations sociales, payées par les salariés et les employeurs pour financer la Sécurité sociale : retraites, santé, famille et chômage. Les cotisations sociales représentent 366 milliards d'euros. Mais la Sécurité sociale est également financée par 96 milliards de CSG (Contribution sociale généralisée) et 100 milliards de taxes diverses.

Où faire des économies ?

Un peu partout. La seule fonction pour laquelle on dépense moins que les autres pays, c'est l'ordre et la sécurité publique. Pour tous les autres domaines, on est au-dessus : retraite, famille, logement, éducation...

Pourquoi est-on davantage dépensier que nos voisins ?

Probablement pour des raisons culturelles. Nous continuons à considérer que, dès qu'un problème se présente, l'État doit intervenir. Les Suédois partageaient cet état d'esprit jusqu'aux années 1990. Ils se sont retrouvés face à de gros problèmes de finances publiques. Ils ont fait des efforts d'économies considérables. Aujourd'hui, la Suède dépense moins que nous.

Est-on condamné à payer toujours plus ?

Non. Il suffit de réduire les dépenses : 1 243 milliards en 2015 ! En face, la sphère publique collecte 1 166 milliards de ressources, en incluant les prélèvements obligatoires (975 milliards) et les recettes des administrations. La différence, c'est un déficit public d'environ 77 milliards.

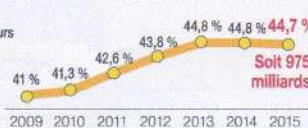
Recueilli par Jacques SAYAGH.

Qui paie quoi ?

(Principaux prélèvements en milliards)



Les impôts, taxes et cotisations sociales en pourcentage de la richesse nationale



Sept mots-clés du débat présidentiel

1 Cotisations sociales

Salariés et employeurs paient trop de cotisations, selon certains candidats. Pour les alléger, il faut trouver des ressources ailleurs : François Fillon propose d'augmenter de 2 points les deux taux supérieurs de TVA, une taxe qui pèse sur tous les consommateurs. Emmanuel Macron suggère, lui, d'augmenter d'1,7 point la Contribution sociale généralisée, un impôt à l'assiette très large (qui touche beaucoup de monde) : salaires, placements, retraites, bénéfices des indépendants etc. Benoît Hamon est, lui, préoccupé par le salariat déguisé. Il veut faire payer des cotisations aux employeurs qui y recourent.

2 Fiscalité du capital

C'est la fiscalité qui pèse sur le patrimoine (immobilier, actions...). François Hollande l'a augmentée en soumettant les dividendes (produit des actions) au barème de l'impôt sur le revenu. Par un retour de balancier, Emmanuel Macron et François Fillon veulent l'abaisser en revenant au prélèvement forfaitaire (taux fixe, donc plafonné), afin de relancer l'achat d'actions et redonner du tonus aux entreprises.

3 ISF

L'impôt de solidarité sur la fortune, qui rapporte 5 milliards, est dû par les ménages dont le patrimoine dépasse 1,3 million : actions, maisons, voitures, bijoux... « L'ISF fait fuir les capitaux », dénonce François Fillon, qui prévoit sa suppression. Emmanuel Macron souhaite, lui, limiter son assiette au patrimoine immobilier. D'autres veulent le conserver (Marine Le Pen), le « renforcer » (Jean-Luc Mélenchon) ou le fondre dans un im-

À quoi servent les impôts, taxes et cotisations ?



Source : Insee, Fipeco, chiffres 2015

4 Impôt sur les sociétés

Ce prélèvement de 33 % sur les bénéfices handicape les entreprises françaises par rapport à leurs concurrentes européennes moins taxées. Plusieurs candidats veulent l'alléger : François Fillon, Emmanuel Macron, Marine Le Pen. Jean-Luc Mélenchon veut, lui, le moduler ; taux réduit pour les bénéfices réinvestis, taux plein pour ceux distribués aux actionnaires.

5 CICE

Le Crédit impôt compétitivité emploi offre aux entreprises une ristourne de 7 % sur les salaires jusqu'à 2,5 smic. Les entreprises en bénéficient avec un décalage d'un an. Les sociétés seront remboursées plus vite si la proposition de plusieurs candidats (Le Pen, Fillon, Macron) de transfor-

mer le CICE en baisse de cotisations patronales est suivie d'effets.

6 Quotient familial

Les veuves et veufs, qui ont élevé des enfants, ont vu leur imposition alourdie après la suppression de leur demi-part fiscale supplémentaire sous le gouvernement Fillon. Marine Le Pen propose de la rétablir. Et de rehausser, comme le candidat Fillon, le plafond du quotient familial au bénéfice des familles. Ces dernières avaient pâti de sa baisse au début du quinquennat Hollande.

7 Prélèvement à la source

Dès le 1^{er} janvier 2018, les employeurs préleveront chaque mois l'impôt sur le revenu sur les salaires pour le reverser à l'État. Au moins deux candidats ne comptent pas mettre en œuvre cette mesure : Marine Le Pen et François Fillon.

« J'ai l'impression de devoir donner toujours plus »

Reportage

Les mines sont aussi grises que le ciel en cette matinée de mars. Parfois désabaisés, les contribuables quittent d'un pas pressé le centre des finances publiques, situé boulevard Magenta, à Rennes. Un bâtiment auquel la presse n'a pas accès en ce moment pour cause de « réserve électorale ».

Sous une fine pluie, Justine, 31 ans, est venue « faire une demande de délai ». Au chômage depuis deux semaines, après avoir été vendeuse, elle ne pourra pas payer l'impôt sur le revenu dans les temps. « J'ai l'impression de devoir donner toujours plus », explique celle qui élève, seule, sa fille de 4 ans. Propriétaire d'un appartement qu'elle loue, elle doit s'acquitter de « plus de 1 000 € d'impôts » par an. « Je ne peux pas suivre, soufflette. Je touchais le smic et, maintenant que je suis au chômage, je suis gagnante. Je n'ai, par exemple, plus à me préoccuper de l'assistante maternelle. Évidemment, je ne souhaite pas rester au chômage, mais il faut se rendre à l'évidence : soit le smic est trop bas, soit les taxes sont trop élevées. »

« Cela sert à financer les écoles, les transports... »

Comme Justine et « comme beaucoup », Morgan, la trentaine, estime que l'État « en prend trop ». En formation de technicien de production industrielle au CLPS (centre de formation professionnelle en Bretagne), il était, en 2014 et 2015, non-imposable. En 2016, « j'ai payé 277 €. Mais je n'ai pas regardé en détail ce qui avait augmenté ou pas ». La pression fiscale est-elle trop



Michelle, Gaëlle, Morgan et Justine, contribuables du bassin rennais.

forte ? « Cela sert à financer les écoles, les transports, la vie publique. C'est le partage dont on a besoin », expose Gaëlle, 50 ans. Sa compagne Michelle, 54 ans, ajoute : « Il faudrait peut-être revoir les tranches d'imposition. » Toutes deux sont enseignantes dans le privé. Gaëlle fait vingt et une heures par semaine ; Michelle douze heures depuis janvier. « Je suis aussi sculptrice, dit-elle. Mais cela ne gagne pas lourd. On n'est plus imposable depuis trois ans. »

Visées par un redressement fiscal, elles sont venues à vélo pour régler la situation. Elles ont bénéficié d'un crédit d'impôt, instauré sous le quin-

quennat Sarkozy, sur les intérêts d'emprunt versés pour l'acquisition de leur habitation. Mais ne savaient pas que la durée de ces déductions était limitée à cinq ans. « On doit rembourser 1 800 €, » précise Gaëlle. Une somme loin des préoccupations de David, 32 ans, chômeur. Bonnet gris vissé sur la tête, il est passé « régler [sa] taxe d'habitation, avec un dégrèvement de 30 €. Quand on est au chômage, ce n'est pas rien. On demande aux Français de se serrer la ceinture. Au lieu de s'attaquer aux chômeurs, ils devraient taxer les riches. »

Baptiste LANGLOIS.

Impôts, taxes, cotisations sociales : les propositions des candidats

François Fillon

Le candidat de la droite et du centre propose de rétablir « les allocations familiales pour toutes les familles ». Mettre fin aux frais de notaire. Supprimer la cotisation maladie sur les salaires. Réduire l'impôt sur le revenu de 30 à 50 % du montant investi dans une Petite et moyenne entreprise. Instaurer une franchise de TVA pour les indépendants jusqu'à 50 000 € de chiffre d'affaires pour les services et 120 000 € pour l'achat-revente.

Benoît Hamon

Le candidat socialiste propose de calculer les cotisations sociales sur la richesse produite par l'entreprise et non plus sur la masse salariale (« taxe robots »). Il veut également mettre en place un grand impôt sur le revenu intégrant la Contribution sociale généralisée. Et réactiver le Crédit impôt compétitivité à la baisse du



François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon.

temps de travail.

Marine Le Pen

La présidente du Front national veut créer une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers. Instaurer une prime de pouvoir d'achat

pour les petites retraites, financée par « une contribution sociale sur les importations de 3 % ». Défisiscaliser les heures supplémentaires. Baisser de 10 % l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches. Augmenter la déductibilité fiscale des dons à la

recherche et l'innovation.

Emmanuel Macron

Le candidat d'En Marche ! prévoit d'exonérer de taxe d'habitation 80 % des ménages. D'augmenter les charges des employeurs

qui recourent « exagérément » aux contrats courts. D'ouvrir l'assurance chômage aux indépendants, agriculteurs, ainsi qu'aux salariés qui démissionnent. Il prévoit d'accroître la prime d'activité pour les salariés bénéficiaires.

Jean-Luc Mélenchon

Le candidat de la France insoumise veut rendre l'impôt sur le revenu « plus progressif avec un barème à quatorze tranches », taxer à 100 % les revenus dépassant 33 000 € par mois, remplacer l'« injuste » quotient familial actuel, par un crédit d'impôt par enfant. D'instaurer une TVA grand luxe, pour baisser le taux frappant les produits de première nécessité. D'imposer les revenus du capital comme ceux du travail.

Les autres candidats

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) veut baisser les charges salariales et l'impôt sur les sociétés pour les bénéficiaires réinvestis en France, rétablir l'exonération des heures supplémentaires. Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) veut augmenter les cotisations patronales pour financer des « retraites décentes ».